

**OBJET : REMUNERATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LES ECOLES
D'OULLINS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Vu le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 modifié par le décret n°92-1062 du 1^{er} octobre 1992,

Vu l'arrêté du 11 janvier 1985,

Vu la circulaire du 7 décembre 2005, n°48, de la Préfecture du Rhône concernant le taux des heures des études surveillées,

Vu la délibération du conseil municipal du 17 mars 2005 relative au versement d'indemnités de direction aux directeurs d'école,

La ville a besoin de recourir régulièrement aux services d'un certain nombre de personnels extérieurs (enseignants ou non-enseignants). Il convient de rappeler et de préciser les conditions de rémunération de ces intervenants.

Ces intervenants extérieurs (enseignants et non enseignants) peuvent être amenés, en dehors de leur fonction, à effectuer des heures supplémentaires pour des services d'enseignement, d'études surveillées ou de surveillance, dans les écoles et les restaurants scolaires, ainsi que l'encadrement des enfants pendant les séances d'éducation sportives (USEP).

Dans ce cas, leur rémunération s'effectue en application d'un décret qui établit les taux de rémunération maximum en fonction de la qualité de l'intervenant et d'un taux de correspondance horaire en fonction de l'activité assurée. De plus, la délibération du 17 mars 2005 précise la rémunération pour des indemnités de direction (pièce jointe n°1).

La Ville appliquera strictement les taux fixés par décret, à chaque revalorisation (pièce jointe n°2 pour le barème actuellement applicable).

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE des membres présents

APPROUVE ce système d'indemnisation des personnels intervenants dans les écoles d'Oullins.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET